

Revue de presse 2024-04-04

*Il est important de noter qu'il s'agit d'une revue de presse non exhaustive. Le REMDUS priorise l'actualité touchant de près ou de loin les réalités du regroupement et de ses membres. Elle se veut non-partisane. Certains articles pourraient déranger.

Universitaire

ICI Estrie, « Lancement d'un satellite miniature d'étudiants de l'Université de Sherbrooke », 28 mars 2024, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2060871/satellite-espace-etudiants-universite-sherbrooke>

- Des étudiants de l'Université de Sherbrooke peuvent dire : mission accomplie. Le satellite sur lequel ils travaillent depuis des années a récemment été lancé à destination de la Station spatiale internationale.
- Le satellite a la grosseur d'un contenant de deux litres de lait. Il devrait permettre de réaliser, avec plus de précision, une carte magnétique de la Terre, explique un des étudiants participant au projet, Maxime Croteau. Ce dernier indique que l'outil pourrait éventuellement contribuer à prévoir des catastrophes naturelles comme des tremblements de terre et des éruptions volcaniques.

Le Devoir, « Le plafonnement des permis d'études sera examiné par un comité du Sénat », 28 mars 2024, <https://www.ledevoir.com/politique/canada/809863/plafonnement-permis-etudes-sera-etudie-comite-senat>

- Le Comité sénatorial des langues officielles étudiera le plafonnement des permis d'études, craignant qu'il ait « un impact considérable sur les collèges et universités de langue française à l'extérieur du Québec ». Le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Marc Miller, sera invité à témoigner devant lui.
- En vertu de cette mesure annoncée en janvier dernier, Ottawa prévoit accorder environ 360 000 permis d'études en 2024, soit 35 % de moins qu'en 2023.

La Tribune, « Un service de raccompagnement pour prévenir les violences sexuelles voit le jour à Bishop's », 1^{er} avril 2024, <https://www.latribune.ca/actualites/actualites-locales/sherbrooke/2024/04/01/un-service-de-raccompagnement-pour-prevenir-les-violences-sexuelles-voit-le-jour-a-bishops-ENE23R2HCBZ3DSW3D4DDDSYUY/>

- Un tout nouveau projet pilote a vu le jour à l'Université Bishop's afin de prévenir notamment les actes de violence à caractère sexuel (VACS). Grâce au programme *Safe Drive*, les étudiants peuvent désormais être transportés de manière sécuritaire sur le campus, mais aussi à différents endroits à Lennoxville.
- Cette initiative a vu le jour grâce à l'association étudiante Bishop's University Student Representative Council (SRC). La présidente, Sophia Stacey, souligne

que le lancement du projet pilote lors de la fin de semaine du 16 mars est l'aboutissement d'environ deux ans de travail.

Le Devoir, « Les professeurs de l'Université Laval mettent en demeure leur employeur », 29 mars 2024, <https://www.ledevoir.com/societe/education/809968/professeurs-universite-laval-mettent-demeure-employeur>

- « C'est une vraie bataille. » Le Syndicat des professeurs et professeures de l'Université Laval (SPUL) a acheminé mercredi une mise en demeure à la secrétaire générale de l'établissement, Monique Richer. Il accuse l'Université d'avoir agi « de manière illégale » en ne respectant pas certains critères de la convention collective qui visent à permettre aux professeurs de prendre part « démocratiquement » à ses décisions.

Radio-Canada, « IA à l'université : le passage de la réflexion à l'action tarde », 2 avril 2024, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2061040/intelligence-artificielle-ia-universite-plagiat-etudiantes>

- Aucune politique sur ChatGPT et ses semblables, aucun code de conduite pour encadrer leur usage, forte réticence à sanctionner le plagiat : un an après l'arrivée en trombe des agents conversationnels sur les campus, très peu de gestes concrets ont été faits pour encadrer le recours à l'IA générative dans les universités.

La Presse, « Un bac en droit... et un MBA en même temps », 4 avril 2024, <https://www.lapresse.ca/affaires/portfolio/2024-04-03/mba/un-bac-en-droit-et-un-mba-en-meme-temps.php>

- Depuis 1997, l'Université de Sherbrooke offre une formation qui combine le baccalauréat en droit et la maîtrise en administration des affaires (MBA). Un programme unique au Québec... et fort contingenté !

Sherbrooke et Estrie

La Tribune, « 1,6 million pour le transport actif à Sherbrooke », 2 avril 2024, <https://www.latribune.ca/actualites/actualites-locales/sherbrooke/2024/04/02/16-m-pour-cinq-projets-de-pistes-cyclables-a-sherbrooke-XPJ4IHT7MRG6VOBQXXOLPVEUUA/>

- Une somme de 1,6 million sera consacrée à des mesures de transport actif, dont 500 000 \$ pour cinq projets de pistes cyclables ayant été identifiés comme des priorités par la Ville de Sherbrooke.
- Ce montant provient en fait de sommes résiduelles en mobilité au budget d'immobilisation 2023.

ICI Estrie, « Vision action Sherbrooke est officiellement un nouveau parti politique municipal », 4 avril 2024, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2062363/elections-quebec-ville>

- Élections Québec vient d'afficher son autorisation sur son site Internet pour Vision action Sherbrooke.
- Le nouveau parti politique a pour chef Cédrick Hamel et pour représentante officielle Sylvie Lapointe-Proulx.

Québec

Le Devoir, « Québec va stopper la refonte de la carte électorale », 28 mars 2024, <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/809856/quebec-stoppe-refonte-carte-electorale-circonscriptions-gaspesie-montreal>

- Le gouvernement de François Legault s'apprête à mettre un frein à la refonte de la carte électorale, qui projetait l'élimination d'une circonscription en Gaspésie et d'une autre à Montréal.
- Le ministre responsable des Institutions démocratiques, Jean-François Roberge, a accepté jeudi de rouvrir la Loi électorale. Il reportera à 2030 le prochain redécoupage des circonscriptions du Québec et reverra, dans une « deuxième phase », les critères de délimitation de la carte électorale. L'idée d'ajouter des sièges aux 125 existants, qui n'était « pas dans les cartons » il y a six mois, n'est plus écartée par le gouvernement Legault.

La Presse, « Un manifeste pour la reconnaissance du travail invisible des femmes », 2 avril 2024, <https://www.lapresse.ca/actualites/2024-04-02/un-manifeste-pour-la-reconnaissance-du-travail-invisible-des-femmes.php>

- Près de 2000 individus, quelque 150 organismes et les trois partis de l'opposition à Québec appuient, en ce 2 avril, l'idée d'une Journée internationale du travail invisible qui est « majoritairement porté par les femmes ».

La Presse, « La spirale des dettes et de la maladie », 3 avril 2024, <https://www.lapresse.ca/affaires/finances-personnelles/2024-04-03/la-spirale-des-dettes-et-de-la-maladie.php>

- L'Observatoire québécois des inégalités s'est intéressé au lien entre la santé – et la maladie – et les dettes dans une note publiée ce mercredi. Leur diagnostic, en cinq points clés.

La Tribune, « Un levier d'un milliard pour le logement abordable », 4 avril 2024, <https://www.latribune.ca/actualites/le-fil-des-coops/2024/04/04/un-levier-dun-milliard-pour-le-logement-abordable-AWD5KI6TS5C2VI5GV6Y6RKCA74/>

- Le manque de logements dans la province n'est pas un secret pour personne. Québec, Gatineau, Sherbrooke ou Saguenay ne font pas exception. Ce portrait sombre laisse cependant entrevoir une éclaircie à l'horizon : l'initiative Plancher.
- Ambitueuse, celle-ci présente un mécanisme novateur pour financer le logement abordable. La Ville de Granby, en Estrie, fait partie des municipalités

soutenant cette démarche originale qui est associée à un fonds d'un milliard, dont la constitution serait atteinte d'ici cinq ans.

La Presse, « L'usage du français dans l'espace public est stable, selon l'OQLF », 4 avril 2024, <https://www.lapresse.ca/actualites/national/2024-04-04/quebec/l-usage-du-francais-dans-l-espace-public-est-stable-selon-l-oqlf.php>

- L'usage du français dans l'espace public demeure stable au Québec depuis 2007, d'après une nouvelle étude de l'Office québécois de la langue française (OQLF).

Canada et monde

La Tribune, « Le salaire minimum fédéral est maintenant de 17,30 \$ l'heure », 1^{er} avril 2024, <https://www.latribune.ca/actualites/2024/04/01/le-salaire-minimum-federal-est-maintenant-de-1730-lheure-7MTVLYCVFFHRJKHDCGNTSNHXHE/>

- Selon Emploi et Développement social Canada, ce sont environ 30 000 travailleurs dans les entreprises privées sous compétence fédérale qui sont concernés par cette hausse.
- En annonçant cette augmentation, à la fin mars, le ministère a soutenu que «ce rajustement reflète la hausse de 3,9 % de la moyenne annuelle de l'Indice des prix à la consommation au Canada pour 2023 et suit l'inflation».

La Presse, « Ce qu'il faut savoir sur la hausse de la « taxe carbone » au pays », 1^{er} avril 2024, <https://www.lapresse.ca/actualites/national/2024-04-01/ce-qu-il-faut-savoir-sur-la-hausse-de-la-taxe-carbone-au-pays.php>

- La tarification fédérale de la pollution par le carbone augmente de 15 \$ la tonne ce lundi au pays. Voici comment cette hausse pourrait vous affecter, ou pas.

La Presse, « « Le Québec a sa façon de faire les choses », reconnaît Trudeau », 28 mars 2024, <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2024-03-28/ingerence-federale-critiquee/le-quebec-a-sa-facon-de-faire-les-choses-reconnait-trudeau.php>

- Le premier ministre Justin Trudeau a reconnu jeudi que l'habitation était de compétence provinciale tout en annonçant des sommes pour de nouvelles places en garderie, autre domaine de compétence provinciale. Le gouvernement Legault n'apprécie pas qu'Ottawa vienne jouer dans ses platebandes. Un empiètement également dénoncé à l'Assemblée nationale par les partis de l'opposition à l'exception du Parti libéral.

Le Devoir, « Les droits de la personne, grands oubliés de la lutte climatique », 2 avril 2024, <https://www.ledevoir.com/monde/810044/recherche-innovation-droits-personne-grands-oublies-lutte-climatique>

- La grande majorité des pays signataires de l'Accord de Paris font peu de cas de leurs engagements quant à la protection des droits de la personne dans un

contexte d'adaptation aux changements climatiques, révèle une étude menée par des chercheurs québécois.

- Seulement le tiers des 147 pays étudiés font référence au respect, à la promotion ou à la considération des droits de la personne dans leurs politiques nationales d'adaptation aux changements climatiques. Et ceux qui le mentionnent le font souvent en termes généraux, sans mesures concrètes de protection des populations vulnérables.

La Tribune, « Le réseau de la santé est « l'un des principaux artisans » du réchauffement climatique », 3 avril 2024, <https://www.latribune.ca/actualites/2024/04/03/la-sante-est-lun-des-principaux-artisans-du-rechauffement-climatique-JT5RZ3VEDJBPDOTPDIQVB3MEEQ/>

- Le réseau de la santé représente près de 5 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) au Canada.

Le Devoir, « Cinq milliards pour convaincre les provinces d'adopter les priorités fédérales en habitation », 2 avril 2024, <https://www.ledevoir.com/politique/canada/810084/cinq-milliards-convaincre-provinces-adopter-priorites-federales-habitation>

- Face à la crise du logement, Ottawa met 5 milliards de dollars sur la table pour convaincre les provinces d'adopter certaines de ses priorités en matière de logement, y compris la charte des droits des locataires dont le gouvernement du Québec ne veut rien savoir, et impose une date butoir pour toucher les fonds : le 1^{er} janvier 2025.
- La somme sera versée depuis un nouveau fonds de 6 milliards visant à construire et à mettre à niveau des infrastructures liées au logement, comme celles nécessaires à l'approvisionnement en eau potable, au traitement des eaux pluviales et à la gestion des déchets solides.